



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article1179>

Visite en Mauritanie : Paris fait de la libération du président un préalable

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -



Union des Forces de Progrès

La France conditionne une visite ministérielle en Mauritanie, pour chercher une issue à l'impasse institutionnelle provoquée par le coup d'Etat, à la libération du président légitime Sidi Ould Cheikh Abdallali, a déclaré mardi le ministère des Affaires étrangères.

"Nous voulons que le président soit libéré et on imagine mal une visite de niveau ministériel dans un pays où le président légitime serait encore emprisonné", a dit à la presse le porte-parole du ministère, Eric Chevallier.

Le secrétaire d'Etat français à la Coopération, Alain Joyandet, avait annoncé lundi, à l'issue d'une rencontre à Paris entre l'Union européenne et la junte au pouvoir, qu'il espérait pouvoir se rendre **"prochainement"** en Mauritanie.

Il avait précisé avoir **"obtenu l'assurance"** du chef de la délégation mauritanienne, le Premier ministre nommé par la junte Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, qu'il aurait **"la possibilité de rencontrer le président Abdallali"**.

"C'est pour le rencontrer, mais pas pour le rencontrer en prison", a précisé mardi M. Chevallier, ajoutant : **"Il nous paraît difficile qu'une visite puisse être organisée avec le président légitime en prison"**. Deux mois et demi après le renversement du président Abdallahi, élu en mars 2007, l'UE veut peser de tout son poids sur la junte du général Mohamed Ould Abdel Aziz pour l'amener à faire des concessions.

L'UE a donné lundi un mois à la Mauritanie pour présenter des propositions en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel, faute de quoi elle déclencherà le processus de sanctions prévues par l'Accord de Cotonou la liant aux pays de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique. Soit un gel de la coopération en dehors des aides humanitaires.

La présidence française de l'UE est toutefois favorable à un **"compromis"** institutionnel. L'UE demande la **"libération du président et du Premier ministre légitimes et le retour à l'ordre constitutionnel"**, mais **"les modalités de l'étape qui suit immédiatement le retour à l'ordre constitutionnel, cela fait l'objet de possibles discussions"**, a ainsi précisé M. Chevallier.

Le Nouvel Observateur